

Migrants sur le bassin d'Arcachon : les contradictions de la droite...

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 26 avril 2019

Source [Boulevard Voltaire] Le 11 février 2019, lors de la commission permanente du conseil départemental de la Gironde, la majorité de gauche a décidé de dépenser plus d'un million six cent mille euros pour acquérir un hôtel sur le bassin d'Arcachon, à Biganos, pour y loger essentiellement des mineurs non accompagnés (MNA).

Rappelons que les MNA sont majoritairement de sexe masculin, qu'aucune mesure n'impose de vérifier leur variable âge et que leur prise en charge s'élève à environ 150 euros par jour. Acheter un hôtel pour y loger essentiellement des migrants encourage coupablement les réseaux de passeurs à développer leurs indignes trafics d'êtres humains.

Face à cette attitude irresponsable, et aux antipodes des discours de fermeté prônés par messieurs Bellamy et Wauquiez lors de cette campagne des européennes, Les Républicains du conseil départemental de la Gironde ont validé cette dépense.

Cet antagonisme entre les paroles et les actes est récurrent au sein du groupe Gironde Avenir (groupe de la droite et du centre du conseil départemental de Gironde). En effet, en septembre 2016, le maire d'Arès, également conseiller départemental, annonçait dans la presse qu'il refusait d'accueillir des migrants dans le centre de vacances d'EDF de sa commune avant, finalement, de changer d'avis. En octobre 2016, il votait même pour la délibération consistant à mettre à disposition le domaine départemental Gérard-Lagors d'Hostens, au bénéfice de 36 des 300 migrants arrivés en Gironde suite au démantèlement de la jungle de Calais.

Le 29 mars 2019, le lycée de la Mer de Gujan-Mestras, en partenariat avec Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme, organisait une journée de sensibilisation à destination des élèves autour de la pensée suivante : nous n'assistons pas à une crise migratoire mais à une crise de l'accueil !

Cette journée, avec de tels propos tenus face à des jeunes, n'aura suscité aucune réaction de Mme le maire (ex-sénatrice et ex-LR) !

Elle est pourtant bien consciente de la charge que représente cette immigration non choisie puisque en septembre 2016, elle déclarait que nous étions « déjà en manque de logements pour les gens qui en ont besoin ».

Alors que huit Français sur dix sont contre l'immigration, il serait peut-être temps que ces élus aient le courage de soumettre à référendum local toute installation de migrants et qu'ils mettent en cohérence leurs grands discours nationaux avec leurs petites politiques locales.